Les Nouvelles de Loire-Atlantique

Mensuel édité par la Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français

Pour tout Renseignement 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1029 | 16 octobre 2019 | prix : 0,70 €

L'édito de Carine Picard Nilès *secrétaire générale de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt*

Il y a 75 ans, c'était la libération, la fin d'un cauchemars qui aura duré 4 ans.
Il y a 75 ans, c'était la victoire des combattants, des résistances intérieures et extérieures et des armées alliées.
Si l'ennemi a fusillé près de 30 000 otages durant l'occupation, Châteaubriant est un cas dans la glorieuse histoire de la Résistance Française contre les nazis et la collaboration du gouvernement de Pétain.

Les otages, après le 22 octobre 1941, seront fusillés dans des terrains militaires ; le champ de tir du Bêle à Nantes, le Fort Montluc à Lyon, le Mont Valérien, les Citadelles et les prisons..., sans autre témoin que leurs bourreaux, leur courage reconnu qu'en lisant leur dernière lettre...
A Châteaubriant, nos fusillés ont eu comme témoins leurs 600 Camarades, hommes et femmes du camp, l'Abbé Moyon qui a partagé avec eux la dernière heure et la population bouleversée se trouvant dans les rues au passage du sinistre convoi d'où s'échappait notre « Marseillaise » comme chant du courage vers la mort.
C'est cet héritage que l'Amicale s'est efforcée de conserver et continue chaque année, toujours accompagnée par la population castelbriantaise à commémorer le souvenir, 78 ans après, dimanche 20 octobre 2019 à 14h à la Carrière des fusillés à Châteaubriant.
Faire vivre la mémoire n'est donc pas seulement lutter contre l'ignorance et l'oubli, c'est faire vivre les combats d'aujourd'hui. Le passé doit éclairer le présent.
Surtout lorsque le Parlement Européen, vient de voter une résolution visant à mettre sur un pied d'égalité le communisme et le nazisme. Cette résolution fait la part belle au révisionnisme et voudrait dire que nos copains étaient des criminels ? Avec la montée de l'extrême droite partout en Europe, cette résolution doit nous stimuler et nous renforcer.

C'est notre devoir de lutter contre l'oubli, le négationnisme, quand nos anciens auront tous disparus, qui pourra dire qui étaient ces résistants et pourquoi nous devons rester « dignes d'eux ».

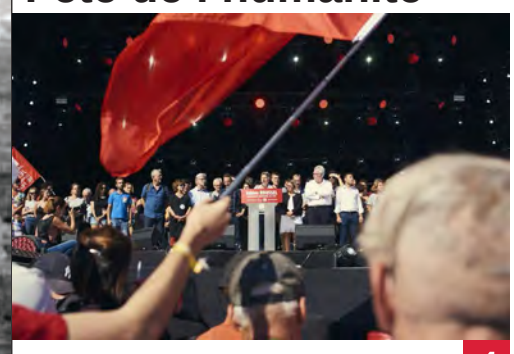
Syrie : Les Kurdes

Seuls face à Erdogan ? 2

Chomeurs

Les indémnités fondent 3

Fête de l'humanité



Une édition offensive 4

Elections Municipales

Quels sont les enjeux 5

Châteaubriant

Nouvelle exposition 7

Elections au Portugal

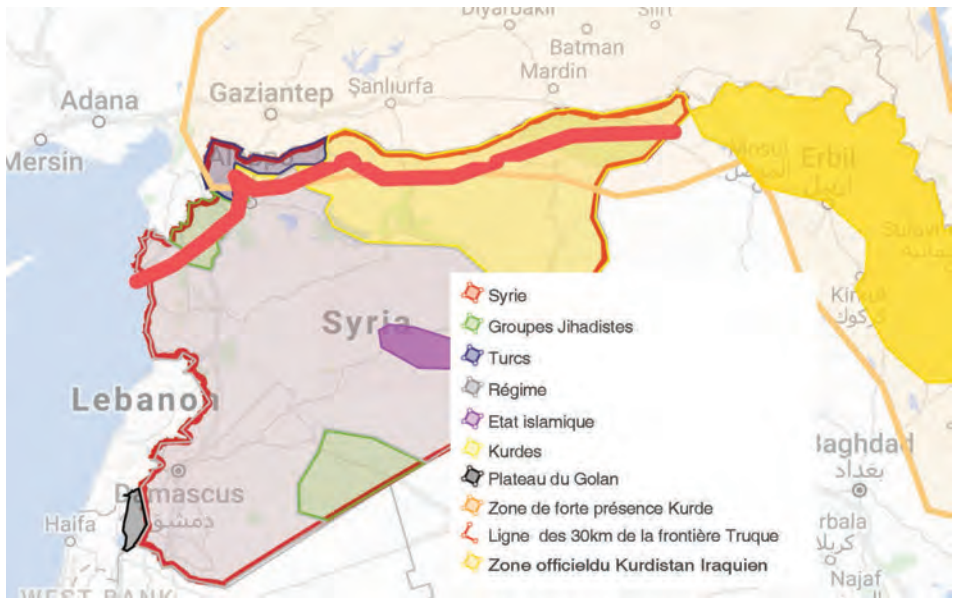
Les élections législatives portugaises ont été remportées par la gauche. Le PS obtient 36.46% des voix, le Centre droit (PSD) 27.9%, le bloc de gauche 9.67%, les communistes 6.46% (CDU), la droite conservatrice (CDS PP) 4.25% et la nouvelle formation écologiste (PAN) 3.28%. Les socialistes négocient des accords à gauche pour obtenir une majorité parlementaire et pour pouvoir former un nouveau gouvernement.

La gauche avait remporté les élections de 2015 et dans une construction de majorité parlementaire inédite (PS, CDU, BG), avait tourné le dos à une décennie de cure d'austérité mise en place successivement par le PS et le PSD-CDS PP imposée par la troika. Depuis 2015, les bons indicateurséconomiques et sociaux, même si beaucoup reste à faire pour combattre les bas salaires et améliorer la protection sociale, ont permis cette nouvelle victoire. La droite quant à elle, subit un nouveau recul.

Les Kurdes lâchés par leurs alliés ?

La récente cacophonie qui a secoué la Maison Blanche au sujet du dossier kurde à la frontière turco-syrienne est venue souligner une fois encore l'inconséquence de la politique internationale des Etats-Unis d'Amérique et les menaces qu'elle fait peser sur la paix et la stabilité dans le monde. **Après avoir laissé le champ libre à une offensive turque contre les forces kurdes en Syrie, Donald Trump a fait marche arrière, dans la confusion et sous la pression internationale et de son propre camp**, mettant la Turquie en garde contre tout excès. « Si la Turquie fait quoi que ce soit dont j'estime, dans ma grande et inégalable sagesse, que cela dépasse les bornes, je détruirai et anéantirai complètement l'économie de la Turquie », a ainsi tweeté le président des États-Unis.

Cela n'aura pas empêché le déclenchement de l'offensive militaire turque, avec les premiers bombardements en date du 9 Octobre 2019. Après plusieurs mois de menaces, d'intimidations et de bruits de botte, nous assistons ainsi à une nouvelle offensive criminelle contre le Kurdistan de Syrie.



Pour rappel ce territoire, dénommé aussi Rojava, a proclamé son autonomie lors des soulèvements de 2011, mettant ensuite en œuvre des expérimentations démocratiques, pacifistes, féministes et anticapitalistes qui irritent au plus haut point les dirigeants turcs actuels, en premier lieu le président Recep Tayyip Erdoğan.

Cela fait désormais longtemps que les forces turques lorgnent sur les positions tenues par les milices kurdes des Unités de protection du peuple (YPG), pourtant en pointe dans la lutte contre les djihadistes de l'E.I.

Les chancelleries de nombreux pays à l'image de la France et de l'Allemagne ont déjà exprimé leur opposition à cette solution guerrière voulue par Ankara et pointent en chœur le risque indéniable d'une résurgence de Daesh et d'un carnage pour les populations de la région. Un large soutien politique, syndical et militant s'organise pour réclamer l'arrêt immédiat des combats et la mise en œuvre d'une solution politique pérenne. A gauche, les communistes comme de nombreuses autres organisations progressistes se retrouveront ainsi dans les rues et devant les ministères pour alerter sur la situation. **De nombreux rassemblements sont d'ailleurs déjà programmés.**

Le Conseil de Sécurité de l'Onu quant à lui doit tenir une réunion d'urgence. Gageons que toutes les puissances, qui, hier, clamaient unanimement leur volonté résolue à combattre le terrorisme s'engagent à protéger le peuple kurde qui a tant sacrifié dans cette lutte pour la paix et la sécurité collective.

Point de retraite à point

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, mardi 24 septembre, partout en France (166 défilés), à l'appel de la CGT, de Solidaires, de la FSU et de syndicats étudiants et lycéens, contre le projet de réforme des retraites du gouvernement. En Loire-Atlantique, 3000 personnes s'étaient mobilisées. Le 8 octobre ce sont les retraités qui ont pris la rue pour réclamer une hausse de leurs pensions.

Les raisons de la colère, le rapport Delevoye présenté cet été qui préconise de substituer un système à points à celui par trimestres de cotisation. Le secrétaire national de la CGT, **Philippe Martinez, résume le projet de réforme en ces termes : «la retraite par points, c'est la porte ouverte à la précarisation, la seule assurance que l'on a de la part du gouvernement, c'est de travailler plus pour gagner moins »**.

Malgré le nouvel exercice de communication lancé par le Président Macron sous forme de débat, personne n'est dupe, si l'on se base sur le rapport Delevoye, le système de retraite tel qu'on le connait aujourd'hui, ce sera fini.

Le niveau des pensions va baisser !

Le rapport Delevoye préconise la mise en place d'une « règle d'or » avec un blocage des ressources du système de retraites à son niveau actuel (14 % du PIB). Le fait est que le nombre de retraité·e·s va augmenter de plus d'un tiers d'ici à 2050. Si les recettes du système sont bloquées, le niveau des pensions va donc être ajusté à la baisse.

L'âge de départ en retraite va reculer

Alors qu'aujourd'hui l'âge de départ en retraite est de 62,4 ans en moyenne, Jean-Paul Delevoye nous annonce la mise en place d'un âge pivot à 64 ans pour la génération née en 1963. Celles et ceux qui partiront à 63 ans subiront une décote de 5 %, quant à ceux qui partiront à 62 ans, ce sera 10 % sur le montant de la pension pendant toute la durée de la retraite !

Système à points, système flou

Le système à points de Macron, c'est : « 1 € cotisé = les mêmes droits pour tous » du moins en théorie. La valeur des points sera déterminée uniquement au moment du départ en retraite, en fonction de la situation économique et démographique. 1€ cotisé n'assurera donc même pas les mêmes droits à toutes et tous…

L'allongement de la durée de cotisation n'est finalement pas abandonné

Les prévisions du Conseil d'Orientation des Retraites démontrent qu'en 2025, le système accusera un déficit de 0,4 % du PIB. Refusant par principe d'augmenter les recettes, le gouvernement avait prévu d'imposer 43 annuités de cotisation à toutes les personnes nées après 1963.

Face au tollé, il a annoncé y renoncer pour cet automne, mais, pour combien de temps ?

Une retraite lissée

Avec ce régime à points, le montant de la retraite ne sera plus calculé sur la base des 6 derniers mois dans la fonction publique ou des 25 meilleures années dans le privé, mais en prenant en compte les 43 années de la carrière.

Les salarié·e·s les plus solvables vont devoir se tourner vers la capitalisation

Le gouvernement ne s'en cache pas. Pour maintenir leur niveau de vie, celles et ceux qui en ont les moyens seront renvoyés vers la capitalisation. Sans aucune garantie comme l'a montré la crise de 2008 avec l'effondrement de nombreux fonds de pension.

L'intérêt ? Dégager un nouveau marché pour les assureurs et les banquiers et créer, comme le souhaite Emmanuel Macron, une retraite par capitalisation.

La fin des régimes spéciaux et des départs anticipés

Tout est fait pour organiser le débat sur l'équité entre les salarié·e·s pour partager la pénurie et occulter le débat central du partage des richesses avec le capital. L'alignement des droits se fait vers le bas. Les régimes spéciaux ont pourtant été construits pour prendre en compte les spécificités des professions, et notamment la pénibilité.

La triple peine pour les fonctionnaires

Le montant de la pension sera désormais calculé sur l'ensemble de la carrière et plus sur les 6 derniers mois. En « contrepartie », les primes seront intégrées à ce calcul.

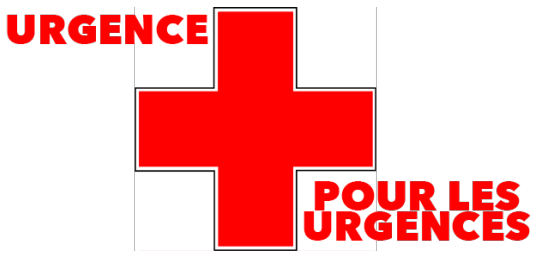
Compensation des périodes de chômage, droits familiaux… la grande incertitude

"1 € cotisé = les mêmes droits", derrière ce slogan simpliste se cache une autre conséquence : les périodes d'inactivité subie, chômage, maternité ou maladie ne génèreront plus de droits. Delevoye nous rassure, ils donneront toujours droits à l'attribution de points, mais ces points seront financés par l'impôt, plus par les cotisations.

À L'avenir, même plus besoin de réforme pour baisser les retraites

Avec sa « gouvernance innovante », la réforme Delevoye se présente comme la dernière réforme des retraites. L'objectif c'est donc de mettre en place une règle de pilotage automatique qui permettra de baisser le montant des pensions ou de retarder l'âge de départ en retraite, en fonction de l'espérance de vie et de la situation économique. Cette règle de pilotage ne permettra pas de revoir les ressources à la hausse et d'augmenter les cotisations ou les prélèvements sur le capital pour financer nos retraites…

250 services d'urgence en grève… l'ampleur du mouvement est inédite.



Aujourd'hui, les urgences font soumises à une logique de pénurie médicale : une diminution de 20% de la capacité d'hospitalisation face à une fréquentation triplée, un apport de soins plus spécialisés face à un manque d'effectifs et de formation ! En découlent un délai d'attente extraordinaire et l'incapacité à assurer un service d'hospitalisation faute de lits ! Et il ne s'agit que de la partie émergée de l'iceberg, la mobilisation des urgentistes étant la traduction d'une situation désespérée allant des Ehpad à la psychiatrie.

Débutée en mars 2019, la grève s'est élargie partout en France. Après des années en sous-effectifs, avec des cadences infernales, de réduction de la capacité d'action des hôpitaux de proximité, les professionnels de santé réclament des moyens pour exercer leurs métiers, à hautes exigences humaines, dans des conditions normales. Oui, c'est cela qu'ils revendiquent, juste des moyens pour bien faire leur travail. Jusque-là, enfermée dans le déni, essayant de discréditer les grévistes comme « irresponsables », Mme Buzin a dévoilé son « plan de sauvetage des urgences » le 9 septembre dernier. Douze mesures pour sauver les urgences découlant pour la plupart du plan santé 2022 et dont le délai de mise en place sera long et chaotique. Des annonces purement médiatiques avec un budget dédié de 754 millions d'euros sans en expliquer le financement : hold-up sur le budget des hôpitaux au détriment des autres services ? Pas d'embauches, les recrutements se feront sur la seule mise en place des 12 mesures annoncées et ne correspondront en rien aux 10 000 emplois supplémentaires nécessaires pour les seules urgences ! Pas d'ouvertures ou de réouvertures de lits, pas de revalorisation des salaires, alors qu'avec une rémunération des infirmières inférieure de 28% aux salaires espagnols, la France arrive 23ème au classement de l'OCDE derrière le Mexique et la Lituanie !

Lorsque la précarité et la pauvreté augmentent, la demande de soins augmente d'autant. Face à cette réalité, le gouvernement reste sur sa posture de réduction des dépenses publiques et d'austérité budgétaire et continue d'adapter les besoins aux moyens dans un étau qui comprime les dépenses de santé. Pourtant de l'argent, il y en a : la suppression de la taxe sur les salaires permettrait de récupérer 4 milliards d'euros, une vraie bouffée d'air pour les hôpitaux.

Forts des échanges au cours de leur « Tour de France des Hôpitaux », les parlementaires communistes présentent le 15 octobre une proposition de loi, véritable plan d'urgence pour la santé avec des mesures alternatives à la politique d'Agnès Buzin.

Quand le gouvernement maltraite les chômeurs et précaires

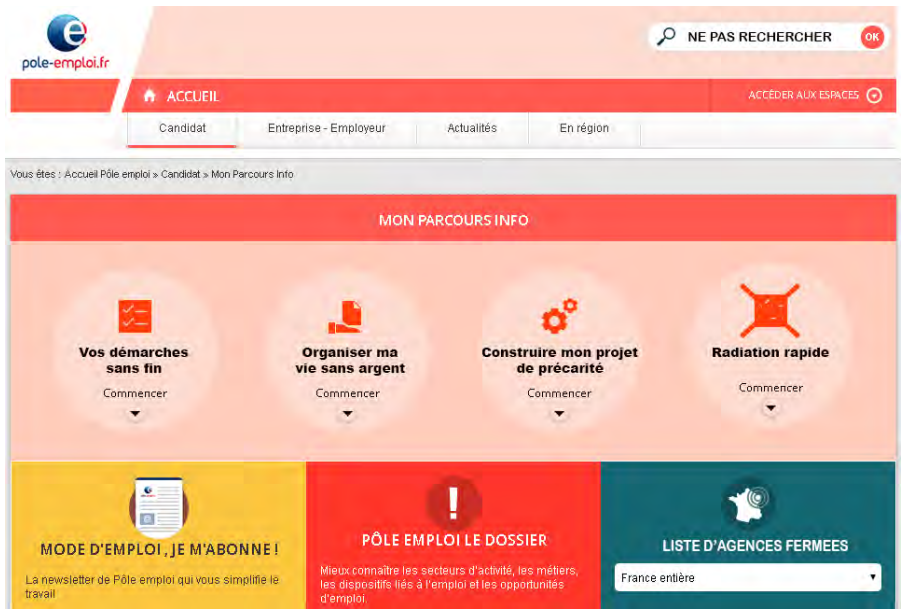
Il y a quelques mois nous avions déjà écrit un article dans NLA sur les conséquences potentielles sur le quotidien des travailleurs privés d'emploi de la prise en main de l'indemnisation du chômage par le gouvernement au détriment de la négociation de celle-ci par les « partenaires sociaux ».

Malheureusement nous y sommes. Selon l'UNEDIC les « mesures » du gouvernement Philippe impacteront plus ou prou 1 300 000 personnes sur les 2 600 000 qu'indemnise actuellement Pôle Emploi sur les deniers de cet organisme.

A partir du 1er novembre, **pour être indemnisable il faudra à un salarié avoir eu 6 mois (182 jours) de travail sur une période de 24 mois, alors que jusqu'ici il « suffisait » d'avoir eu 4 mois (122 jours) de travail sur une période de 28 mois**. Cela aura pour conséquences de diminuer le nombre de bénéficiaires de manière non négligeable.

Non seulement le nombre de chômeurs indemnisés va réduire, mais pour ceux qui seront indemnisables le montant de l'allocation risque d'être considérablement minoré. Le montant de l'indemnisation sera calculé sur l'ensemble de la durée des droits donc entre 6 et 36 mois (pour les plus de 57 ans), mais sans tenir compte des éventuels événements qui ont réduit les salaires dans cette période (Arrêt maladie, congé parental d'éducation, grèves etc.). Alors que jusqu'ici ces événements étaient pris en compte et ne diminuait pas le montant de l'allocation. **Prenons l'exemple d'une personne ayant eu un contrat de 12 mois rémunéré 2000€ par mois**, et qui a eu 3 mois d'arrêt maladie au cours de ce contrat ; **jusqu'ici il percevait une allocation brute journalière de 38,54€ (36.56€ net) soit 1069,49€ pour un mois** de 30 jours, car la période d'arrêt de travail et soustraite du diviseur (dans l'exemple 365 jours de contrat – 91 jours d'arrêt maladie = 274 jours pour un cumul de salaire de 9 X 2000€ = 18000€ soit 38,54€ brut).
Les « mesures » Macron auront pour conséquences de réduire de 17,17% le montant de l'allocation dans ce cas de figure puisque la période d'arrêt maladie ne sera plus déduite du diviseur cela donnera donc 18 000€ divisé par 365 (et non 274) jours soit une allocation brute de 31,90€ (30.28€ nette) journalière. Cette diminution peut être en proportion encore plus importante pour les chômeurs qui avaient précédemment un salaire plus élevé.

Selon la ministre du travail Mme Pénicaud, ce type de mesures incitera les chômeurs à reprendre le travail de manière plus rapide. Nous sommes là dans le domaine du fantasme, partir d'une telle affirmation revient à dire que les Travailleurs Privés d'Emploi ne sont que des fainéants qui profitent d'un système trop généreux. Or, le nombre de chômeurs important que connait notre pays ne tient absolument pas à cela mais bien à un déficit en offres d'emplois. Le gouvernement camoufle ainsi son impuissance à créer de l'emploi en stigmatisant ceux qui sont les victimes du chômage de masse. Quel mépris bourgeois à l'égard des personnes les plus en difficultés !



Ce type de mesure ne sera pas non plus sans conséquences sur les budgets des collectivités locales. **Les chômeurs qui seront ainsi exclus de l'indemnisation chômage feront donc appel au RSA qui est financer par les départements qui verront de fait le nombre de bénéficiaires de ce Revenu minimum explosé, quel coût supplémentaire pour les départements ?** Il en sera de mêmes pour les municipalités qui verront **croitre de manière considérables les sollicitations auprès des CCAS et de la part des Associations caritatives, Secours Populaire, Secours Catholique, Resto du cœur, etc. Et ceci dans un contexte où les municipalités n'ont plus la maitrise de leurs ressources.**

Il faut 1 milliard pour protéger les femmes !

Environ 220 000 femmes sont chaque année victimes de violences physiques et/ou sexuelles commises par leur ancien ou actuel partenaire. Depuis le début de l'année, 117 femmes sont mortes sous les coups de leurs conjoints ou ex-conjoints.

Un grand nombre d'entre elles avaient pourtant porté plainte ! Les mesures d'urgence annoncées par Édouard Philippe le 3 septembre dernier n'ont rien de neuf ou d'ambitieux et sont nullement à la hauteur de la gravité du fléau. Encore plus incroyable, le budget alloué à l'égalité femmes/hommes accuse un recul net de 25 750 euros en 2020, alors qu'en 2017 le chef de l'Etat faisait de cette lutte « une grande cause du quinquennat » affirmant que la ligne budgétaire attribuée «serait sanctuarisée(…) et ne ferait l'objet d'aucune baisse de quel qu'ordre ».

Au final beaucoup de bruit et de communication pour des propositions maigres, voire chimériques : un Grenelle ne peut être un espace de simple communication, il faut des moyens et des actions aussi bien préventives que curatives ! Parmi ce qui constitue de vraies urgences : l'hébergement. Le modèle économique proposé dans le cadre du « Grenelle des violences conjugales » est stupéfiant : 5 millions d'euros pour 1000 places d'hébergement d'urgence, c'est techniquement impossible. Les associations de lutte contre les violences conjugales, le Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes et la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains, chiffrent à un milliard d'euros minimum la mise à l'abri et la prise en charge des victimes de violences conjugales. Avec l'apport des élu.es communistes, un centre post traumatique va ouvrir ses portes à Nantes.

Unique en France par son approche globale et pluridisciplinaire, il accueillera gratuitement, 24 H sur 24, les femmes victimes de violences et leurs enfants, une étape vers l'autonomie et la résilience. Il n'y a aucune fatalité, des mesures concrètes sont possibles lorsqu'il existe une véritable volonté politique !

Education populaire

L'Université permanente s'adresse à tous les curieux qui entendent approfondir leurs connaissances. Loin de toute pensée unique, banale ou simpliste, elle propose de découvrir de manière exigeante et accessible une pensée vivante dialoguant notamment avec une tradition dont Marx est l'une des références centrales, s'appuyant sur le nouvel essor des recherches qui l'entourent.
Chaque mardi soir, à 19 h, à colonel Fabien, des intervenants choisis parmi les meilleurs spécialistes posent un regard sur l'un des quatre champs de connaissance ou de création au programme de l'année : Marx/Le Capital, littérature, science, histoire.Ces séances peuvent être suivi sur le net en vidéo.
Pour connaitre la programmation de cette année : https://www.universitepermanente.fr

La rentrée des communistes

Campagne contre la privatisation des aéroports de Paris, universités d'été, fête de l'humanité, marches pour le climat, mobilisation contre une énième réforme des retraites, campagne des municipales, depuis l'été les communistes occupent le terrain militant et politique...

Retour sur les Universités d'été

Un millier de communistes étaient présents à l'université d'été du PCF qui s'est déroulée à Aix en Provence du 23 au 25 aout dernier parmi lesquels 11 militantes et militants de Loire-Atlantique.
Une université d'été studieuse et combative, témoignage d'Annaick MAGNE-DABIN :
«Lors de ces universités, il y a eu de nombreux débats et conférences sur les trois jours.
Ces universités m'ont permis de mieux connaître les positions du Parti et ainsi me faire une position sur la politique. J'ai également pu rencontrer beaucoup de camarades de toute la France ainsi que des dirigeants de notre Parti comme par exemple Fabien ROUSSEL secrétaire national du parti, Pierre LAURENT, sénateur et notre porte-parole Ian BROSSAT.
Les conférences étaient riches et variées allant du réchauffement climatique aux moments historiques du Parti en passant par le féminisme. Au delà des conférences, j'ai apprécié les moments de partage avec des camarades ayant tous un vécu et une expérience différente. Surtout, les discours de lutte de Fabien Roussel et Pierre Dharréville m'ont donné l'espoir d'un Parti uni pour construire un monde meilleur. Le tout sous le soleil bien sûr ! Un grand merci à nos camarades des Bouches-du-Rhône pour leur accueil et évidemment pour leur délicieux aïoli.»

Fête de l'humanité : le succès d'une édition offensive

Trois jours sous un soleil de résistance, trois jours intenses autour de l'enjeu des retraites avec le débat Martinez/Delevoye, contre la privatisation d'ADP. Trois jours pour penser le défi climatique, les nouvelles résistances… Trois jours de fête qui ont vu défiler des milliers de personnes.

Le stand de la Loire-Atlantique aura, lui aussi, connu un grand succès, il ne restait quasi plus rien pour se restaurer dès le dimanche matin ! Les militants s'y sont activés toute une semaine durant pour qu'il puisse tourner à plein régime tout le week-end. Cette année, la Loire-Atlantique a accueilli l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt sur son stand qui organisait un débat sur la monté des fascismes.

Mais la fête c'est aussi la politique avec le discours de Fabien Roussel, secrétaire national du PCF dont nous vous livrons quelques extraits :
« Nous faisons 5 propositions, 5 idées pour montrer que notre pays peut, encore et toujours, croire en des Jours Heureux. (...)

1. En commençant par une vraie réforme des retraites ! C'est notre première proposition. Que l'on nous parle d'allonger l'âge de départ à la retraite à 64 ans ou d'allongement de durée de cotisation, dans les deux cas il y a le mot « allonger » et on sait ce que ça veut dire : travailler plus ! Trente ans que ça dure ! Réforme Balladur : travailler plus ! Réforme Fillon : travailler plus ! Réforme Touraine : travailler plus ! Réforme Macron : travailler plus ! Et au final, c'est gagner moins ! Nous ne voulons pas de cette réforme ! Parce que nous rêvons d'une France libérée, délivrée du capitalisme et de la dictature de l'argent ! Et parce qu'il y a un autre choix : celui de faire cotiser tous les revenus, y compris ceux des actionnaires, des financiers, des rentiers. Savez-vous combien ils ont touché, eux, les rentiers ? 298,8 milliards d'euros de revenus financiers pour l'année 2018 ! Ils cotisent 0 pour la retraite ! Ils veulent s'attaquer aux régimes spéciaux ? Voilà un régime spécial qu'il faut supprimer ! Enfin, pourquoi ces ultra riches ne cotiseraient-ils pas sur leurs revenus comme vous, comme les ouvrier ·e·s, les secrétaires, les infirmièr·e·s ? 300 milliards d'euros ! En leur appliquant le taux de 10,45 %, comme sur nos fiches de paye, c'est tout de suite 30 milliards d'euros qui rentrent dans les caisses de retraites ! Alors stop aux régimes spéciaux de la finance, fini les privilèges pour la finance ! Ce taux, on propose même de le moduler en fonction des choix des entreprises, selon leur politique en faveur de l'emploi, de l'environnement. Voilà ce que nous proposons pour une réforme digne d'Ambroise Croizat : après l'impôt révolutionnaire, on vous propose la cotisation révolutionnaire ! C'est le chemin pour garantir une vraie pension. Ce que nous voulons : 1 500 euros minimum et la retraite dès 60 ans. Oui, l'urgence elle est là, elle est démocratique, mais elle est aussi sociale ! Car la France est riche. Entre 2017 et 2019, les 500 plus grandes fortunes de France ont vu leur patrimoine grossir et passer de 570 milliards d'euros à 700 milliards d'euros ! C'est ça la politique du Président des riches. Vous vous rendez compte : 130 milliards d'euros de plus pour les 500 familles les plus riches ! Soit + 22 % ! 22 % pour eux et des clopinettes pour nous ? Eh bien nous disons non ! Nous rêvons d'une France libérée, délivrée du capitalisme et de la dictature de l'argent !

2. Nous réclamons, nous aussi, 22 % d'augmentation pour les salaires et les pensions, dans le privé et dans la fonction publique ! Voilà la deuxième proposition de cette rentrée pour le PCF ! (...)

3. C'est ma troisième proposition : que notre pays s'engage, s'engage vraiment, à éradiquer le chômage et la pauvreté. (...)

4. Et ma quatrième proposition sera pour le climat, car nous devons répondre à l'urgence écologique. (…) C'est pourquoi - et c'est ma cinquième proposition - à la veille d'un sommet de l'ONU consacré au Climat, nous voulons que la France prenne une initiative inédite, interpellant tous les pays du monde et redonnant à l'ONU toute son autorité. (...)

Nous pouvons commencer dès maintenant, avec les élections municipales, avec vous, pour montrer que la gauche unie, ambitieuse et authentique peut gagner et battre la droite et l'extrême droite ! Ce que nous vous proposons, c'est d'avoir une grande ambition pour notre pays, pour l'être humain, pour la planète. C'est écrire ensemble un programme EN commun, partagé, qui nous engagerait tous, de la base au sommet ! Oui, j'appelle à travailler à l'union, à l'union du peuple de France et à l'union des forces de gauche et écologistes sur la base d'un programme ambitieux pour notre pays. Nous avons la main tendue et le stylo Bic ouvert pour écrire ce projet, avec vous, car sa force sera la démocratie, la souveraineté du peuple. C'est le seul moyen de reprendre le pouvoir à la finance, de reprendre en main notre destin. Oui, cette France est belle quand elle fait gagner les valeurs de justice sociale, d'égalité, de fraternité pour tous ses citoyens et citoyennes, sans distinction de classe ou de religion ! Nous nous sommes affranchis de la monarchie, nous nous sommes libérés du nazisme, nous rêvons à présent d'une France libérée, délivrée du capitalisme et de la dictature de l'argent ! Nous y parviendrons si chacune et chacun d'entre vous s'engage, se mobilise. Alors allez-y, envahissez les syndicats, les associations, les mouvements de jeunesse, les partis, et bien sûr la JC et le Parti communiste français !

Nous allons fêter nos cent ans et nous ne nous sommes jamais sentis aussi jeunes, aussi combatifs, aussi optimistes ! Rejoignez la Jeunesse communiste et le Parti communiste français ! Comme disait Jacques Prévert : « Plus tard il sera trop tard. Notre vie, c'est maintenant ». Alors allons-y, maintenant ! Confiants et motivés !

Faire de nos communes des lieux d'innovation pour répondre aux besoins des populations

Les prochaines élections municipales et intercommunales auront lieu le 15 mars 2020 pour le premier tour et le 22 mars 2020 pour le second.

La défense de la commune, la revitalisation des territoires, la présence de services publics, le logement pour toutes et tous, l'accès aux services, la mobilité, l'urbanisme, l'habitat, l'écologie, la démocratie participative seront au cœur de la campagne. Les communistes quant à eux annoncent vouloir faire des communes de véritables boucliers sociaux.

2020 : Élections municipales

Quels sont les enjeux ?

Pour les militants communistes et leur élus, les élections municipales devront être un moment de rassemblement face à Macron et à ses politiques de casse des services publics et de recentralisation. Des politiques agressives qui mènent à l'asphyxie budgétaire des collectivités et qui les entravent dans la réalisation de programmes aux services des habitants. L'inégalité territoriale, question au combien soulevée par les gilets jaunes, sera également au cœur des débats.

En Loire-Atlantique, les communistes sont présents dans 18 communes du département et 3 intercommunalités. Ils représentent un réseau de plus de 70 élus au service de la population. Partout dans les communes où ils résident, militantes et militants discutent avec les citoyens et leurs partenaires autour de projets de développement solidaire.

Dans chacun des numéros suivants les Nouvelles de Loire-Atlantique reviendront sur les grands enjeux des municipales. Ce mois-ci, c'est la question des déplacements et de la gratuité des transports sur laquelle la rédaction s'est penchée.

Pour clarifier !

Les communes disposent de compétences très diversifiées mais qui tendent à se restreindre au profit des communautés de communes, agglomérations et métropoles.
Parmi les grandes compétences communale : la gestion et l'entretien des écoles élémentaires et pré élémentaires, l'accueil périscolaire. Dans le domaine culturel, la gestion des bibliothèques, musées, écoles de musique, salles de spectacle. Pour ce qui concerne le sport, la Gestion des équipements sportifs. Elle peut aussi gérer les équipements touristiques, la voirie ou encore l'action sociale via les CCAS, la vie associative.

Les intercommunalités quant à elles vont avoir en charge l'urbanisme, l'habitat, les déplacements, le développement économique, les grands équipements intercommunaux (sportifs, culturels…)

Intercommunalités : Des situations très différentes

Superficie, finances, nombre de communes et d'habitants, compétences, géographies et modes de gouvernance sont autant de données qui rendent difficiles voire impossibles de se construire une opinion globale sur le rôle des intercommunalités.

Notre département est composé de 17 intercommunalités dont les statuts sont variés entre «Métropole», «Communauté d'agglomération», «Communauté de communes». Chaque statut transfert des compétences différentes optionnelles ou obligatoires prisent aux communes le plus souvent mais également au département. Si initialement, ces structures avaient pour rôle de financer des investissements qu'une commune seule ne pouvait assumer, leurs modes de gouvernance peuvent maintenant forcer la main aux Maires sur beaucoup de sujets.
Ce sujet abordé pendant les universités d'été d'Aix en Provence, a permis de pointer les différentes réalités pour trouver des réponses communes et programmatiques à l'échelle de la France en vue des municipales 2020.
Si la diversité des situations ne permet pas de dégager des priorités, le moins qu'on puisse dire c'est que vivre en intercommunauté demande du dialogue et il n'est pas toujours possible.Première cause la taille démentielle de certaines structures qui frisent les 200 municipalités, deuxième cause la gouvernance qui laisse peut voir pas de place aux petites communes. Le rôle du maire est donc essentiel et doit être réaffirmé pour rééquilibrer la gouvernance des EPCI.

Des transports gratuits : la solution miracle ?

Rendu le 25 septembre dernier, le rapport sénatorial intitulé « la gratuité totale des transports collectifs : fausse bonne idée ou révolution sociale et écologique ? » présenté par le sénateur apparenté communiste Guillaume Gontard permet de nourrir le vif débat qui agite la société à quelque mois des élections municipales. Il appartient aux communistes d'en prendre connaissance pour alimenter leurs réflexions.

On le perçoit avec les mobilisations pour le climat, la conscience de l'urgence de la question environnementale grandit chez nos concitoyens. En parallèle émerge une demande pour le droit à la mobilité, en particulier parmi les travailleurs et les précaires pour qui le transport, qu'il soit individuel ou collectif, représente encore un coût important. **À ces deux questions la proposition de rendre les transports en commun gratuit apparaît comme une solution complète, dans la mesure où elle permettrait d'ouvrir un nouveau droit social universel tout en diminuant la part de la voiture individuel dans nos déplacements.**

Une lecture apaisée de cette question doit avoir lieu. Tout d'abord, le rapport sénatorial présenté par Guillaume Gontard rappelle la diversité des situations en France : plus de trois cents autorités organisent les transports collectifs dans notre pays et un quart de la population vit dans une zone sans transports en commun ! Il parait donc bien précipité de définir une règle commune pour toutes ces agglomérations d'autant plus que les réseaux de transports n'ont pas tous les mêmes caractéristiques : la gratuité est plus facile à mettre en œuvre dans une ville de taille moyenne disposant de bus que dans une métropole avec métro et tramways !

La gratuité de l'accès aux réseaux nécessite des moyens: l'argent perdu sur la billetterie devra être récupéré ailleurs. Or si une majorité de nos compatriotes soutient la mise en œuvre de l'extension de la gratuité, la plupart préférerait également un renforcement des réseaux existants que ce soit dans la surface couverte ou dans la régularité des lignes. Ne parlons même pas des zones rurales pour lesquelles la gratuité parait loin puisque les transports en commun y sont carrément inexistants...

En l'état actuel de la loi, la marge de manœuvre financière des collectivités, en particulier des grandes métropoles, apparait limité pour mettre en œuvre la gratuité. N'oublions pas que le pouvoir macronien cherche depuis sa prise de fonction à asphyxier les communes et les intercommunalités. Aussi la gratuité totale des transports en commun n'est possible dans de nombreuses villes que par un changement radical de la politique de transport nationale. **En ce sens, Guillaume Gontard propose d'abaisser la TVA sur les transports en commun, mesure qui serait salutaire pour le prolétariat tant cet impôt répond aux intérêts de classe de la bourgeoisie.**

Quant à l'efficacité d'une telle mesure, elle reste à discuter. La plupart des expériences déjà menées en France et à l'étranger l'ont été dans des villes de taille moyennes, au réseau peu développé ou sous exploité. **L'investissement public y était donc faible et la part de financement supporté par les usagers très limitée. Tout le contraire d'une métropole comme Nantes dont les investissements en faveur du développement du réseau trams, busways ont été lourds ces dernières années et continueront à l'être à l'avenir.**

Ces expériences ont montré un faible report de la voiture vers les transports en commun en raison justement du sous-développement des réseaux concernés. Il semble donc que l'impact environnemental de la gratuité ne soit pas aussi important que promis.

Cependant, le rapport note que sur le plan social, la gratuité a amené une « révolution sociale des mobilités » en supprimant toutes les barrières tarif, démarches administratives à l'accès aux transports en commun.

Les communistes sont attachés à conquérir des nouveaux droits et à se réapproprier les fruits de notre travail social. A ce titre, le droit à la mobilité financé collectivement par les travailleurs est un horizon à atteindre. **Mais l'exigence révolutionnaire impose rigueur intellectuelle et devoir de vérité. La conquête de ce nouveau droit ne peut pas se faire sous des arguments approximatifs.** Il ne peut pas faire abstraction des conditions dans lesquelles ont cherche à la mettre en œuvre.

A ce titre, il s'agit de ne pas se tromper d'adversaire lorsqu'on demande la mobilité pour tous : il ne s'agit non pas des communes, déjà mises à mal par Macron, mais bien du capital.

Nouveau livre de Patrick Le Hyaric

Le directeur du journal l'Humanité, nous offre sa réflexion sur les ressorts d'un sursaut populaire autour du mouvement des gilets jaunes. Un an après le début du mouvement, beaucoup de questions se posent et quelles leçons pouvons-nous en tirer ? C'est cela qu'interroge le livre.

L'apolitisme assumé du mouvement a pourtant fait de la politique en réclamant, justice sociale et justice environnementale. Pour Patrick Le Hyaric, il reste à définir un projet émancipateur autour de ces problématiques.

Edition l'Humanité 56 pages, 6,90 euros.

Culture, idées, sciences

L'Huma Café...

15 novembre 2019

« Mouvements sociaux et théorie politique à quand la réconciliation ? »
"Politique et stratégie", rencontre avec Isabelle Garo, philosophe, spécialiste de Karl Marx.

Les mouvements sociaux sont vigoureux, mais sporadiques. Sur le plan politique, la gauche est divisée et peine à porter un projet alternatif clair et cohérent. Si aujourd'hui la critique marxiste du capitalisme est plus que jamais féconde du côté de la philosophie mais aussi des sciences sociales – preuve d'un retour, relatif mais réel, de la thématique communiste – son action politique, en revanche, ne bénéficie pas du même regain d'intérêt. Cette reviviscence partielle de la question communiste sur le terrain théorique témoigne d'une recherche croissante d'alternatives aux dégâts colossaux du capitalisme contemporain. Comment combiner alors la réflexion collective et la construction effective de telles alternatives, à partir des conditions existantes ?

20 décembre 2019

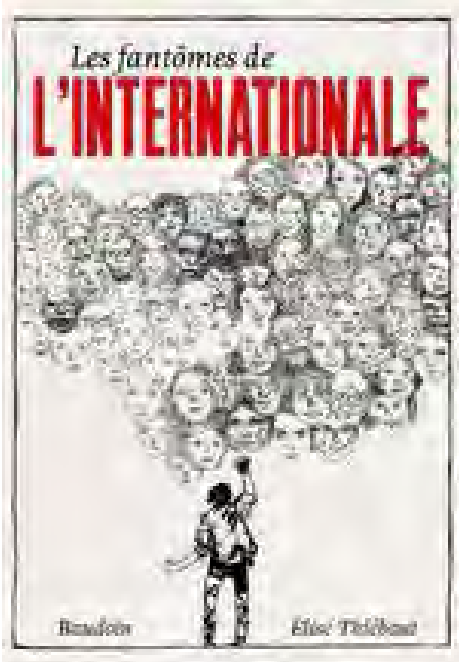
« Deux ans d'enquête dans une France qui n'est pas en marche », rencontre avec Vincent Jarousseau, photographe-documentariste, autour de son travail sur les villes où on vote pour l'extrême-droite.

Vincent Jarousseau est allé à la rencontre des habitants et des élus de villes gérées par le RN : Hayange (Fabien Engelmann), Beaucaire (Julien Sanchez), Henin-Beaumont (Steeve Briois) et en a tiré un livre : L'Illusion nationale. Partout, les méthodes sont les mêmes : discriminations, entrave à la liberté d'expression, incivilités règlent l'ordinaire de la vie municipale. Or ces villes, tout comme Denain dans Les Racines de la colère, sont des villes sinistrées où les gens vulnérables survivent comme ils peuvent. Comme il semble facile, avec ces exemples que Vincent Jarousseau nous met sous les yeux, de se faire élire en prêchant le repli sur soi et la haine de l'étranger d'où viendraient tous les maux, en réduisant le plus possible les échanges démocratiques pour leur préférer le culte de la personnalité du chef et une opposition muselée ! Comment notre démocratie peut-elle s'accommoder de ces territoires en abandon? En les rendant invisibles ? C'est compter sans les photographes.

Au coin du feu : une sélection de livre pour passer l'automne

Les fantômes de l'internationale

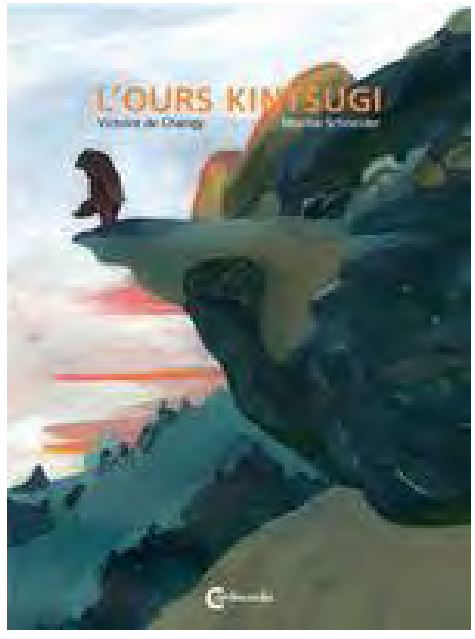
Élise Thiébaut, Edmond Baudoin
La ville brule—19€



Si tout le monde connaît L'Internationale, hymne planétaire du mouvement ouvrier, peu de gens connaissent son histoire, une histoire particulièrement riche et complexe qui nous emmènera de la Commune à 2018, en passant par les États-Unis et l'URSS. On découvrira au fil des pages un auteur méconnu qui meurt dans la misère, un compositeur spolié de ses droits d'auteur, deux révolutions, des cimetières, des tables qui tournent, Louise Michel, Rosa Luxemburg, Jaurès et Lénine, ... et quelques fantômes, bien sûr ! Un récit feuilletonnant et riche en rebondissements, mené tambour battant par Élise Thiébaut et illustré avec force et passion par Edmond Baudoin qui donnent vie ici aux damnés de la Terre, aux forçats de la faim, et à toutes celles et ceux qui voulaient chanter le monde. Première partie : L'Internationale illustrée par Baudoin - Deuxième partie : Les Fantômes, histoire de L'Internationale racontée par Élise Thiébaut et illustrée par Edmond Baudoin.

L'ours Kinstugi

Victoire De Changy, Marine Schneider Cambourakis—16€



Un album ludique et tendre fruit de la collaboration entre une autrice déjà connue dans le milieu de la poésie et de la littérature et une illustratrice remarquée pour son premier album. L'ours en question, très soucieux de son apparence, aime à parader en haut de sa montagne. Un jour, il chute dans un ruisseau et se blesse, enlaidissant sa belle silhouette. Heureusement la petite Kaori voit le sangs'écouler dans l'eau et part à sa recherche pour lui prêter main-forte. Grâce à son fil d'or, elle recoud ses plaies. L'ours n'est plus aussi "neuf" qu'avant mais il brille désormais de mille feux. Un magnifique ouvrage sur l'entraide, une invitation à aimer les choses et les êtres, avec leur histoire et leurs imperfections.

Je ne sais pas quoi penser des gentils blancs

Brit Bennett
Autrement—12€

« Cet été-là, alors que mon pays se divisait pour savoir si un adolescent noir non armé méritait de mourir, quelque chose a changé en moi. Cet été-là, je me suis réveillée ». La ségrégation raciale fait désormais partie du passé. Officiellement. Pourtant, chaque jour, aux États-Unis et ailleurs, femmes et hommes noirs continuent d'être victimes de discrimination, voire bien pire. Confrontée à la violence diffuse du racisme institutionnalisé, Brit Bennett s'interroge. Neuf essais brillants et corrosifs, sur ce qu'être noir.e signifie dans la Great America de Trump. À travers le prisme d'objets du quotidien ou d'une actualité souvent tragique, Brit Bennett montre que si le racisme a changé de visage, il n'en est pas moins toujours réel.

Nouvelle edition des Utopiales

Les Utopiales à NANTES
Du 31 Octobre au 4 Novembre 2019
Cité des Congrès.

Le Festival international de science-fiction de cette année s'annonce avec une affiche et un premier mot d'ordre pour cette édition 2019 : Coder/Décoder.

Parmi les invités, il sera notamment possible de croiser Alain Damasio, Jean- Claude Mézières , Philippe Druillet, Johanna Sinisalo Ada Palmer et quelques autres...

L'affiche de la 20e édition, signée Mathieu Bablet.

Il a imaginé une version futuriste de la ville de Nantes : « Dans mon illustration, on découvre Nantes rehaussée de plusieurs étages pour sa propre sauvegarde, indépendante au niveau énergétique grâce à ses éoliennes et panneaux solaires et autonome sur le plan alimentaire avec ses jardins agricoles flottants et un parterre de rizières. Parce que oui, la ville du futur sera autonome ou ne sera. »

Une utopie ...à débattre pendant cinq jours à la cité des Congrès.

Nouvelle expo : Musée de la Résistance de Châteaubriant

Chaque automne , le Musée présente une nouvelle exposition temporaire, dont le sujet est issu du Concours National de la Résistance et de la Déportation, coordonné par le Ministère de l'Education nationale.
L'entrée en guerre, la débâcle et la sidération des Français sont évoqués ainsi que le sentiment d'abandon provoqué par la « drôle de guerre » voulue par Pétain ,en 1940.L'exode, les réalités de l'occupation et la fin de la République, la collaboration, les appels à la Résistance de l'été 40, les répressions de Vichy et du Reich sont présentés avec la Résistance pionnière, les premiers réseaux, comme volonté de sauver le patrimoine culturel français.

Exposition présentée à l'étage du musée jusqu'au 10 octobre 2020.

N'oublions pas les fusillades

Déroulé des commémorations

Cette année, du Vendredi 18 au Mardi 22 octobre va se dérouler le 78ème anniversaire des exécutions de Châteaubriant, de Nantes et du Mont Valérien, en hommage aux 48 fusillés du 22 octobre 1941 dans la carrière castelbriantaise, au terrain du Bêle et au Fort du Mont Valérien. Parce qu'il ne faut jamais oublier ce qu'il s'est passé le 22 octobre 1941, de nombreuses cérémonies et commémorations vont avoir lieu.

Vendredi 18 octobre à 17H45

Veillée du souvenir au monument des 50 otages à Nantes. Dépôt de gerbe, allocution par le Comité du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la résistance en Loire Inférieure. Evocation artistique et historique « Les jours heureux » de Claudine Merceron et Martine Ritz avec la participation d'enfants.

Samedi 19 octobre à 10H30

Cérémonies à la stèle de Choisel sur le lieu du camp. A 11H, cérémonie au Château de la ville. A 14H, au cimetière de Saint Aubin les Châteaux, une plaque commémorative sera inaugurée, en présence d'élus locaux, du représentant de l'Etat, de l'Amicale nationale Châteaubriant Voves Rouillé Aincourt, des familles de fusillés, du Comité départemental du souvenir, à l'endroit de l'inhumation de 3 fusillés de la carrière : Jean Pierre Timbaud, Huynh Khuong An et Maximilien Bastard).
A 17H00, inauguration de la nouvelle exposition du musée de la résistance intitulée « 1940 entrer en résistance ? ».

Dimanche 20 octobre

Cérémonies d'Indre, rendez-vous à 8H45 sur le quai de la Loire, au mail Odette Nilès. A 10H00, Hommage aux fusillés de la forêt de la Blisière à Juigné les Moutiers. A 11H, réception par Alain Hunault, Maire de Châteaubriant, en Mairie.

A 13H30, rendez-vous au rond-point Fernand Grenier puis défilé vers la sablière et le lieu des 27 exécutions. A 14H30, cérémonie officielle en présence des représentants de l'Etat, des élus locaux, des associations du souvenir, des organisations politiques et syndicales et de personnalités. A 15H30, évocation théâtrale « Ils défendaient la vie » par « Les tréteaux de France » et les élèves de l'école Lucie Aubrac de Saint Vincent des Landes.

Mardi 22 octobre

Cérémonie du souvenir à 10H au monument des 50 otages et de la résistance. A 10H45 hommage aux fusillés au monument du terrain du Bêle. A 11H30, dépôt de gerbes au carré des fusillés du cimetière de la chauvinière.

Une bande dessinée sur les 50 Otages

« Des récits comme celui d'Aragon, le « témoin des martyrs » par exemple, des témoignages, des films ont été consacrés à l'histoire des 50 otages. Immortels ! est la première BD.

Accessible à tou.te.s et en tous lieux, privés ou publics, de lecture et de documentation, cette BD, à la fois artistique, ludique et respectueuse de l'Histoire, incite à la réflexion sur la question toujours actuelle du courage et de l'engagement en faveur de la liberté.

Accompagnée d'un dossier pédagogique, elle servira de support à des débats, conférences ou toute action éducative se référant à la Résistance et aux Droits Humains.

Elle donnera tout leur sens aux visites des lieux de mémoire et aux commémoration à Nantes et Châteaubriant en hommage à ceux qui restèrent debout face à la barbarie. En direction de toutes et tous, et notamment de la jeunesse, le Comité du Souvenir, membre de !'Amicale Châteaubriant - Voves - Rouillé - Aincourt, transmet la mémoire de la Résistance en Loire-Inférieure et des valeurs qu'elle portait. Il coopère avec les associations, les syndicats, les collectivités, les personnalités qui partagent ces valeurs. Il organise, chaque année, les cérémonies d'octobre en hommage aux 50 Otages. » (BD mode d'emploi comité du Souvenir).

Profitez de la souscription jusqu'au 20 octobre 12 € au lieu de 15 € et venez retirer votre ou vos exemplaire(s) dédicacé(s) Le 12 octobre date de la mise en vente au Château des Ducs de Bretagne à Nantes Le 18 octobre lors de la Veillée à Nantes A la Sablière le 20 octobre à Châteaubriant.

caviste indépendant à Châteaubriant & Nantes
La Cave
vincent bécam
Châteaubriant - 44110
2 rue du 11 Novembre 02 40 81 84 40
cave.chateaubriant@gmail.com
Nantes - 44300
78 bd Jules Verne 02 51 89 97 52
cavejulesverne@gmail.com

Ouvert tous les jours
Livraisons à Domicile
France Fleurs
Artisan Fleuriste
Plantes
Cadeaux
Artisan fleuriste de France
11 place de la Motte
Tél. 02 40 81 23 43
44110 CHATEAUBRIANT

MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE

Gratuité des transports

Les jeunes communistes de Loire Atlantique ont lancé depuis le retour de la fête de l'Humanité leur nouvelle campagne locale qui a comme thématique, les transports, autour de la question de la gratuité et de l'accessibilité pour tous sur le réseau TAN.

Différentes villes, comme Aubagne, Niort ou Libourne, c'est 32 villes qui avec des services de transports variés, ont fait le pari de la gratuité afin de proposer une solution adéquate aux problèmes rencontrés par les utilisateurs et les utilisatrices des transports en commun.
Le retour d'expérience de Dunkerque, qui est devenu en septembre 2018 la plus grosse agglomération d'Europe à décider de la gratuité dans ces 31 communes, avec près de 200 000 habitants qui peuvent bénéficier sur l'ensemble du réseau de transports en commun, de la gratuité. Cet exemple, nous enseigne que la moitié des nouveaux usagers depuis la mesure ont abandonné la voiture pour le bus et qu'un tiers de ces nouveaux passagers font des trajets auxquels ils auraient peut-être renoncé sans celle-ci. L'étude de l'observatoire des villes du transport gratuit montre aussi que la gratuité amène une baisse des incivilités malgré une hausse de la fréquentation des transports en commun.

D'autre part un développement du réseau en commun couplé à une gratuité des transports permet d'avoir un impact écologique réel avec un désengorgement des réseaux routiers, pour cela des financements importants sont indispensables, il est donc essentiel d'aller chercher l'argent où il est, les 100 milliards d'euro d'évasion fiscale en France sont une première piste.
La maire de Nantes, propose la gratuité des transports le week-end, c'est un début si on le couple a une extension de la tarification sociale à l'ensemble des étudiants Nantais, ce serait un nouvel acte en faveur de la gratuité de l'enseignement supérieur que le conseil constitutionnel vient de réaffirmer.
Pour les jeunes communistes, elle est nécessaire aussi tout le reste de la semaine. Franchir le cap d'une gratuité complète, permet aussi de redéployer les moyens consacré au contrôle pour plus d'agents d'accueil prévention. Si il est bien que les loisirs et la culture soient facilement accessibles le weekend, il faut aujourd'hui trouver des solutions pour permettre aux jeunes souvent dépourvus de permis de conduire ou de voiture de trouver plus facilement un emploi en leur permettant de se déplacer sans que ce soit des frais qui soient un frein, notamment pour les plus précaires.

Les jeunes communistes de Loire Atlantique ont commencé leur campagne en diffusant des tracts devant de nombreux lycées nantais comme Mandela, Clémenceau, Camus, Jean Perrin entres autres mais aussi l'Université de Nantes avec le secteur étudiant de l'UEC afin de faire connaitre leurs revendications, une pétition en ligne et manuscrite sera prochainement édité pour permettre aux camarades de se faire entendre auprès des candidats aux municipales de 2020 pour gagner la gratuité des transports de la TAN pour tous !

Hommage à Régis ANTOINE de Catherine ROUGE

Cher Régis,

Tu as été un homme simple, ô combien abordable, malgré ta grande culture, tes livres, tes articles, interview, tes interventions dans des colloques, tes relations littéraires, …
On se souvient de ton regard bleu, toujours curieux, interrogateur, sans jugement, qui a longtemps conservé à ton visage un air d'éternelle jeunesse.
Tu aimais les gens, tout particulièrement les petits, les précaires, les sans voix.
Il y a eu, comme pour chacun d'entre nous, plusieurs périodes dans ta vie. Nous connaissons mieux, ici, ta période nazairienne et ta période nantaise.

A Saint-Nazaire, tu as semé chez ceux qui voulaient bien recevoir. A partir de ta retraite, tu as transmis à certains d'entre nous une pratique militante du quotidien : tu ne te déplaçais jamais sans un tract en poche, un journal à donner à lire, une carte d'adhésion vierge, des adresses à visiter, des autocollants, et tu nous conviais à un porte à porte improvisé, à un moment de tourisme militant. Tu nous montrais un chemin dans des cités tortueuses et nous laissions derrière nous comme de petits cailloux de communisme dans les boîtes aux lettres.
Tu adressais la parole à tout le monde, dans un ascenseur de HLM, dans la rue, dans un camp de gens du voyage comme tu pouvais t'adresser aux édiles de la République. Tu as été un insatiable tisseur de liens.
Cette faculté reposait sur de solides convictions. Tu étais toujours prêt à débattre du colonialisme, du matérialisme, du pacifisme, du révisionnisme, tous ces mots en -isme qui sont encore aujourd'hui des enjeux de société. Tenace dans les combats, tu recherchais une explication du monde dans l'histoire et la dialectique. Quelques anciens de tes élèves du lycée Aristide Briand se souviennent d'un professeur brillant.
Et pourtant tu étais bien modeste ! Et tu aimais rire ! L'humour faisait partie de ta façon de vivre. Et tu étais fidèle en amitié. Je pense aujourd'hui à ton ami en écriture, écrivain et poète, Jean-Claude Lamatabois, disparu il y a 8 ans et que tu as accompagné de tes attentions jusqu'à la fin.

A Nantes, tu as consacré ton temps à la bonne santé de la bibliothèque Paul Eluard. Tu as mobilisé des réseaux pour la doter d'ouvrages nouveaux. Tu n'as jamais cessé d'être utile.

Régis, les communistes de Loire-Atlantique sont fiers de t'avoir compté parmi eux.

IDYLAUTO
SAINT NAZAIRE - GUERANDE
TRIGNAC - LA BAULE
CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
380 route de la Côte d'Amour 44600 Saint-Nazaire
02.40.17.20.20

«Nouvelles de Loire-Atlantique»
Directeur de la Publication : Jérome TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro MAIA — Robin SALECROIX
André MAURICE — Véronique MAHE
Louis CHRETIEN — Jeannine TROUILLARD

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique…) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM :……PRENOM :……

ADRESSE :……

TEL:…… EMAIL:……

❒ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
❒ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de ……€

Chèque à l'ordre de ADF44
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES